

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 66
Excusés : 12
Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT, le LUNDI SEPT DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François,
<u>PRESENTS :</u>	M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. PRUNIER Géraud, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. ASENSI François

DELIBERATION N°148 - URBANISME – SEVRAN REINSTITUTION DU PERIMETRE D'ETUDE SUR LE SECTEUR WESTINGHOUSE AU TITRE DE L'ART. L.424-1 DU CODE DE L'URBANISME

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5,
Vu la loi n° 20014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,
Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme,
Vu le décret n°2015-1783 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme
Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L424-1,
Vu le plan local d'urbanisme, approuvé par délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015,
Vu la délibération du conseil municipal du 29 juin 2010 portant sur l'instauration du périmètre d'étude sur le secteur Westinghouse,
Vu la délibération n°80 du conseil de territoire du 29 mai 2017 relative à l'élargissement du périmètre d'étude sur le secteur Westinghouse,
Vu le certificat administratif n°01-2017 relatif à la correction d'une erreur matériel sur le titre de la délibération n°80 du conseil de territoire du 29 mai 2017,
Vu la délibération n°30 du conseil municipal demandant à l'EPT Terre d'Envol l'extension du périmètre d'étude Quartier Sud-Westinghouse,
Vu la délibération n° 103 du conseil de territoire du 14 octobre 2019 instaurant l'extension du périmètre d'étude sur le secteur Westinghouse,
Vu la délibération du conseil municipal de Sevrans en date du 21 novembre 2020 sollicitant l'extension du périmètre d'études sur ce secteur,

Accusé de réception en préfecture
093-200068097-20201207-148-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Considérant que la commune de Sevrans est engagée depuis de nombreuses années dans la reconversion de la friche Westinghouse et de l'ensemble du quartier, dans un but de requalification de son entrée de ville, de résorption d'un site insalubre et de mise en valeur d'une gare de transports en commun,

Considérant que la ville doit garantir la qualité urbaine et architecturale de son nouveau quartier "Westinghouse",

Considérant que pour permettre une seconde évolution du site, la ville doit évaluer les capacités d'accueil de ses équipements pour les années futures et en particulier ses besoins en matière scolaire.,

Après en avoir délibéré,

- **décide** d'instaurer le périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude », sur l'ensemble du secteur concerné, soit les parcelles cadastrées : Section BR - Numéros 39 à 42, 97, 102, 108, 114, 130, 131, 138, 144 à 147, 152 à 154, et 155 à 158, figurant en rose sur le plan ci-joint,
- **Dit** que le Directeur général des services est chargé de l'exécution des présentes dispositions.

La présente délibération sera transmise au Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification et /ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Adopté à la majorité

(74 voix pour, 4 voix contre)

Le président
Bruno BESCHIZZA

